Entretien Claudio Gallo

En français :

1) Dans votre récent "Au bord de gouffre" vous parlez de ”La faillite annoncée du système de l'argent”. Dans notre monde globalisé, cependant, la dissolution de les formes politique et économique moderne semble prendre une paradoxale stabilité, comme si le système du monde peut être conservée dans une désagrégation permanente.

2) Vous êtes aujourd'hui l'un des rares qui critiquent les principes du néo-libéralisme, une pratique implicitement interdite dans les systèmes «démocratiques» où l'horizon de la liberté est delimité par la prédominance de l'économie. A votre avis, il ya aujourd'hui des forces sociales et une vision du monde qui peuvent devenir le sujet d'une alternative possible?

3) Avant le Kosovo, maintenant la Libye et la Syrie peut-être: l'histoire de «l'intervention humanitaire» est le préambule d'un nouvel ordre mondial qui se dessine à partir du déclin des Etats-nationaux, sera vraiment un monde plus humain?

4) Vous voyez avec sympathie l'économie de la decroissance et en même temps défendez la conception de la souveraineté, dans un monde multipolaire, un pluriverse d’après Carl Schmidt: ne vous croyez pas que dans le monde d'aujourd'hui les deux choses sont incompatibles?

5) Le fait que le centre de gravité du pouvoir économique se déplace de l’ouest à l’est est devenu une sorte de cliché: selon vous cette paradigme décrit vrement la réalité?

6) Dans les sociétés occidentales, les immigrants sont perçus par grandes sections de la population comme un danger social, mais en même temps ils forment une armée de réserve de travailleurs qui baisse le coût global du travail, une situation que semble sans issue.

7) Le mythologue américain Joseph Campbell a observé que d'aujourd'hui la vie est trop vite pour permettre au nuveau mythes de se cristalliser. Ne pensez-vous pas que la centralité du sacré que vous considerez comme l'une des pierres angulaires de la société est maintenant presque impraticable?

En italien :

1) Nel suo recente "Sull'orlo del baratro" lei parla del "fallimento annunciato del sistema denaro". Nell'attuale mondo globalizzato però la dissoluzione delle forme politico-economiche moderne sembra assumere una paradossale stabilità, come se il sistema mondo si conservasse in una disgregazione permanente.

2) Lei oggi è tra i pochi che criticano i presupposti del neoliberalismo, pratica implicitamente vietata nei sistemi "democratici" dove l'orizzonte della libertà è limitato dall'imposizione del predominio dell'economia. Esistono oggi secondo lei delle forze sociali e una visione del mondo che possano diventare il soggetto di una possibile alternativa?

3) Prima il Kosovo, poi la Libia e adesso forse la Siria: la storia degli "interventi umanitari" è il preambolo a un nuovo ordine mondiale che sta nascendo dal declino degli stati nazionali, sarà davvero un mondo più umano?

4) Lei vede con simpatia l'economia della decrescita e allo stesso tempo difende la concezione della sovranità, in un mondo multipolare, un pluriverso come diceva Carl Schmidt: non crede che nel mondo odierno le due cose siano incompatibili?

5) Il fatto che il baricentro del potere economico si stia spostando da occidente a oriente è diventato una specie di luogo comune: secondo lei questo paradigma descrive davvero la realtà?

6) Nelle società occidentali gli immigrati sono percepiti da vaste fasce popolari come un pericolo sociale ma allo stesso tempo formano un esercito di lavoratori di riserva che permette di abbassare il costo generale del lavoro, sembra una situazione senza via di uscita.

7) Il mitologo americano Joseph Campbell osservava che nel mondo attuale tutto accade troppo in fretta perché si possano cristalizzare dei nuovi miti. Non crede che la centralità del sacro che lei considera uno dei fondamenti della società sia oggi quasi impraticabile?

Réponses

1) Vous soulevez une question intéressante. Certains auteurs estiment que le capitalisme se nourrit de ses crises, que celles-ci le renforcent (chaque fois qu'il en triomphe) plutôt qu'elles ne l'affaiblissent. La cause profonde de ce paradoxe tiendrait à la « naturalité » de la logique du capital, fondée sur l'ajustement automatique de l'offre et de la demande, des coûts et des prix. Le marché se corrigerait de lui-même, sous l'effet de la « main invisible » dont parlait Adam Smith, l'échange marchand représenterait la forme naturelle de l'échange, etc. Il s'en déduirait que tout ce qui fait obstacle au libre-échange, toute forme de protection ou de régulation, devrait être supprimé. Je ne partage pas ces vues. Je ne crois pas qu'il y ait quoi que ce soit de « naturel » dans le processus de

suraccumulation du Capital ni dans la fuite en avant à quoi se résume l'expansion illimitée du marché. Non seulement le marché ne se régule pas lui-même, mais il n'est pas non plus apparu spontanément. Il a été institué à la fin du Moyen Age par des pouvoirs publics qui cherchaient à monétariser des échanges non marchands échappant auparavant à l'impôt. Il s'est imposé progressivement, aux dépens du système du don et du contre-don, à partir d'une matrice occidentale parfaitement situable dans l'espace et dans le temps. Quant au capitalisme, je crois qu'il est traversé de contradictions internes qui aboutiront d'autant plus vite à sa chute qu'il sera laissé pleinement libre de ses mouvements. « Tout ce qui ne me tue pas me rend plus fort », disait Nietzsche. Le capitalisme a pu jusqu'à présent reprendre ce mot d'ordre à son compte, mais tout cela n'aura qu'un temps. Même s'il s'est longtemps nourri de ses crises, la dernière finira par l'emporter.

La crise monétaire et financière actuelle résulte précisément de la suppression progressive, depuis l'époque de Ronald Reagan et Margaret Thatcher, de toute forme de régulation de l'activité économique. Laissés à eux-mêmes, les marchés financiers ont obéi à leur logique propre. On en voit aujourd'hui le résultat : montée des inégalités, mise en œuvre d'insupportables programmes d'austérité, endettement colossal des Etats, délocalisations, montée du chômage, dévastation des écosystèmes, etc. Du même coup se trouve dévoilée ce qu'on pourrait appeler l'illusion économique, laquelle consiste à ne regarder les biens que sous leur dimension de valeur marchande et d'utilité immédiate. L'univers capitaliste est un univers débarrassé de tous les affects caractéristiques de la nature humaine. Mais ceux-ci font inévitablement retour.

La « paradoxale stabilité » dont vous parlez est par définition fragile. Beaucoup de gens n'ont pas encore pris la pleine mesure de la crise actuelle parce qu'elle ne les touche pas encore personnellement. Mais cette crise n'en est qu'à ses débuts. Du point de vue social et politique, nous vivons aujourd'hui dans une situation de type sub-chaotique. Ce n'est pas encore tout à fait le chaos, le corps social reste relativement contrôlable grâce à des systèmes de surveillance et de contrôle qui ne cessent de se développer, mais le climat général ressemble de plus en plus à ce que l'on a pu appeler l'« avant-guerre civile » (Eric Werner). Ce qui m'incite au pessimisme, c'est la conviction qu'il n'y a pas de solution globale possible à l'intérieur du système dominant actuel. Le système capitaliste n'est ni « moralisable » ni réformable. Il ne s'effondrera pas sous les coups de ses adversaires, mais s'écroulera de lui-même.

2) Je ne crois pas être le seul à critiquer le néolibéralisme, tant dans sa praxis que dans ses fondements théoriques. A la faveur de la crise actuelle, il me semble au contraire que de telles critiques fleurissent un peu partout. Ce qui est exact, en revanche, c'est que je ne me contente pas d'une critique économique du libéralisme. J'en fais aussi une critique philosophique (dont les fondements remontent à ce que disait Aristote de la chrématistique !), et même anthropologique. Ce serait en effet une grave erreur de ne pas voir que l'idéologie libérale est aussi porteuse d'une conception de l'homme implicite. C'est la conception de l'*Homo oeconomicus*, de l'homme réduit à ses fonctions de producteur et de consommateur, dont la seule activité dans l'existence serait de chercher en permanence à maximiser son meilleur intérêt matériel. Enfin, au-delà même de cette critique du libéralisme, je fais aussi une critique de l'économisme, c'est-à-dire de la façon dont l'activité économique, qui était autrefois encastrée – « *embedded* », disait Karl Polanyi – dans le corps social, s'est peu à peu émancipée de toute contrainte au point de devenir hégémonique dans la vie des sociétés humaines. Quand toutes les valeurs sont rabattues sur la seule valeur marchande, c'est l'imaginaire symbolique qui

se trouve colonisé par l'axiomatique de l'intérêt. L'économie devient le destin, et le consommateur remplace le citoyen. Dans de telles conditions, parler de démocratie n'a plus beaucoup de sens. La démocratie est un système politique fondé sur la souveraineté du peuple. Elle exige, pour fonctionner normalement, que le politique occupe une position souveraine par rapport à l'économique, c'est-à-dire exactement le contraire de ce que l'on voit actuellement. Ce n'est pas un hasard si, à la faveur de la crise, les financiers et les banquiers se sont déjà emparés du pouvoir dans plusieurs pays. *Qui judicabit ?*, qui décide ? La réponse à cette vieille question permet de comprendre pourquoi les Etats ne sont aujourd'hui plus souverains.

Qu'une vision du monde alternative soit possible ne fait à mes yeux aucun doute. Bien des auteurs et des théoriciens se sont déjà employés à en tracer les contours. Mais si la pensée critique a ses mérites, elle a aussi ses limites, qui sont celles de toute pensée. Il ne suffit pas de définir ce qui devrait être pour transformer ce devoir-être en réalité concrète. La question la plus difficile est bien là. Poser la question des « forces sociales » qui pourraient incarner une pratique nouvelle revient à poser la question du sujet historique de notre temps. A l'époque du Capital Absolu, à la fois post-bourgeois et post-prolétarien, qui est celle de la toute-puissance de ce que j'ai appelé la Forme-Capital, ce sujet historique ne peut plus être le vieux prolétariat. Le sujet historique, aujourd'hui, ce sont les peuples – non les peuples au sens de l'*ethnos*, ni même du *démos*, mais bien les peuples considérés dans leur diversité culturelle, aujourd'hui si menacée, aussi bien que dans leur dimension politique et sociale. On le voit actuellement dans tous les pays frappés par la crise : l'opposition principale est celle des peuples et du système de l'argent représenté par les banques et les marchés financiers. Le moment venu, des forces sociales nouvelles apparaîtront nécessairement car, en politique aussi, la nature a horreur du vide !

3) Les guerres actuelles sont pour la plupart des guerres idéologiques qui, comme telles, rappellent les anciennes guerres de religion. Présentées comme des « interventions humanitaires » ou des opérations de police internationale, entreprises au nom de la défense des « droits de l'homme », ce sont aussi des guerres qui se veulent essentiellement « morales », alors qu'en fait elles ne visent qu'à défendre des intérêts, étendre des zones d'influence, contrôler des territoires ou des ressources énergétiques. En ce sens, elles marquent un retour à la « guerre juste » telle que la concevaient les théologiens du Moyen Age. La guerre juste, ou guerre « à juste cause » (*justa causa*), est une guerre qui criminalise l'ennemi, car celui-ci est considéré comme le défenseur d'une cause mauvaise, et donc injuste. Cette conception de la guerre a abouti aux anciennes guerres de religion qui ravagèrent l'Europe au XVIIe siècle. A partir du traité de Westphalie (1648), elle fut remplacée par une autre conception de la guerre, elle-même associée à une nouvelle forme de droit international (le *jus publicum europaeum*), qui visait à remplacer la notion de *justa causa* par celle de *justus hostis*, d'ennemi juste. L'ennemi se définissait comme un adversaire qui pouvait aussi bien devenir par la suite un allié. On considérait que chaque partie belligérante avait ses raisons. C'est à cette conception plus humaine de la guerre que les « guerres humanitaires » ont mis fin. Affranchies des limitations que les anciens théologiens assignaient encore au *jus ad bellum* et au *jus in bello*, elles sont allées de pair avec la disparition de fait de toute forme de droit international. Légitimées par l'idéologie des droits de l'homme, elles consacrent en fait le pouvoir du plus fort, à commencer par celui de l'éternel impérialisme nord-américain. Le drame est que le nouvel ordre mondial qu'elles dessinent n'en est rien un ordre pacifié. On le voit aujourd'hui en Irak comme en Afghanistan et en Libye, et comme

on le verra peut-être demain en Syrie ou en Iran, ces guerres ne débouchent que sur la guerre civile et le chaos. Ce n'est pas un monde plus humain qu'elles annoncent, mais un monde véritablement inhumain, à l'image même de l'inhumanité inhérente à des guerres qui, en criminalisant l'ennemi, autorisent par là même à employer tous les moyens contre lui.

4) Ma sympathie pour la théorie de la décroissance s'inscrit dans le cadre de la critique de l'économisme dont j'ai déjà parlé. La décroissance n'est ni la croissance zéro ni le retour en arrière – il vaudrait d'ailleurs mieux parler d'« abondance frugale », comme le fait Serge Latouche –, mais résulte de la claire conscience que nos réserves naturelles ne sont pas inépuisables et qu'il ne peut y avoir dans un espace fini de croissance matérielle infinie : aucun arbre ne monte jusqu'au ciel ! Cette théorie serait incompatible avec la souveraineté des peuples et des nations si sa mise en œuvre devait entraîner leur affaiblissement. Mais est-ce bien le cas ? La puissance aujourd'hui ne se mesure plus simplement en capacité à produire de l'acier ou des industries lourdes. Elle aussi d'ordre technologique, informationnelle et immatérielle. Un Etat puissant n'est pas nécessairement non plus l'Etat capable d'aligner le plus grand nombre d'avions et de chars. Depuis quand les Etats-Unis, dont le budget militaire dépasse à lui seul tous les autres budgets militaires du monde (il devrait atteindre 525,4 milliards de dollars en 2013), n'ont-ils pas remporté de véritable victoire militaire ? Il me semble qu'un Etat puissant et souverain est d'abord un Etat capable de faire face aux défis propres au moment historique qui est le sien, et que sa capacité d'y faire face ne dépend pas fondamentalement du taux de croissance de son PIB. Parmi ces défis, il y a bien sûr les défis écologiques, mais aussi ceux qui résultent de l'offensive des marchés financiers. Or, les Etats aujourd'hui théoriquement les plus puissants, les plus développés, sont aussi ceux qui sont les plus prisonniers du système de l'argent. La notion de puissance doit donc être revisitée.

Quant à la souveraineté, il est clair que lorsqu'elle est purement nominale, elle n'est qu'un *flatus vocis*. Est souverain celui qui décide, comme le disait si bien Carl Schmitt. La plupart des Etats « souverains » actuels ne sont plus en mesure de décider, et moins encore de faire l'histoire (ils deviennent l'objet de l'histoire des autres), ce qui montre qu'ils n'ont plus les moyens d'exercer leur souveraineté, que ce soit dans le domaine politique, économique, financier, monétaire, budgétaire ou social. Reconquérir leur souveraineté perdue est moins affaire de croissance que de volonté politique. Je rappellerai enfin que la souveraineté peut être comprise de différentes façons, selon qu'on en tient pour la doctrine d'un Jean Bodin, théoricien au XVIe siècle d'une souveraineté unique, « indivisible » et omnicompétente, ou pour l'idée développée à la même époque par Johannes Althusius d'une souveraineté répartie à tous les niveaux en partant de la base conformément au principe de subsidiarité. Je suis personnellement un partisan d'Althusius, et non pas de Bodin.

5) Ce lieu commun est souvent associé à l'idée que le centre géopolitique du monde s'est lui-même déplacé de l'Atlantique vers le Pacifique, idée que je ne partage pas. Le centre géopolitique du monde reste le continent eurasiatique, avec son *heartland* correspondant à l'Allemagne et à la Russie. C'est bien la raison pour laquelle les Etats-Unis, qui représentent aujourd'hui la plus grande puissance « maritime » mondiale – rôle tenu avant eux par l'Angleterre –, cherchent plus que jamais à contrôler la puissance de

la Terre, c'est-à-dire l'Eurasie, à encercler la Russie et la Chine, à étendre le plus possible l'implantation de l'OTAN, à empêcher l'Europe de se doter d'une défense autonome, etc. Dire que le centre de gravité économique s'est déplacé vers l'Orient me semble également contestable. On disait cela à l'époque où le Japon et les autres « dragons » asiatiques se développaient de façon spectaculaire, tandis que le reste du Tiers-monde semblait définitivement dans l'impasse. On n'en est plus là aujourd'hui. La situation du Japon s'est beaucoup dégradée. La Chine connaît une croissance rapide, mais doit aussi affronter des difficultés nouvelles, qui sont précisément les conséquences de cette croissance. Et surtout, la globalisation a favorisé l'apparition de puissances émergentes qui, comme le Brésil, ne se situent pas nécessairement en Orient.

6) Il est très difficile de parler aujourd'hui de l'immigration, tant ce phénomène ne cesse de donner lieu à des polémiques dont la violence et l'ampleur vont croissant. Je crois qu'il faut en faire une approche ne relevant ni de l'irénisme ni de la xénophobie, et ne pas non plus porter sur elle un regard abstrait. L'immigration n'a pas le même caractère selon le nombre et le rythme d'arrivée des immigrés, et selon que les capacités d'intégration des pays d'accueil sont grandes ou limitées. Dans les sociétés occidentales actuelles, il n'est pas niable que l'immigration massive à laquelle on a assisté depuis au moins trente ans s'est traduite par toute une série de pathologies sociales dont les classes populaires sont les premières victimes. Sur le plan économique, on peut dire que l'immigration profite au secteur privé, mais coûte de plus en plus cher au secteur public. Il n'est pas douteux, enfin, que le recours à l'immigration a, dès le début, permis au patronat d'exercer une pression à la baisse sur les salaires des travailleurs autochtones. L'immigration, de ce point de vue, représente l'armée de réserve du Capital. Le paradoxe est que ceux qui s'affirment les plus favorables aux immigrés sont aussi souvent ceux qui critiquent le plus le capitalisme. Il y a là une contradiction. On ne peut pas réclamer l'abolition des frontières au profit des « sans-papiers » et en même temps condamner le libre-échange, qui suppose la libre circulation des marchandises et des hommes. Un tel paradoxe a au moins le mérite de rappeler que le capitalisme a toujours été beaucoup plus « sans-frontiériste » qu'aucune doctrine politique n'a jamais pu l'être. Adam Smith rappelait déjà que le marchand n'a d'autre patrie que l'endroit où il peut réaliser le plus gros profit. La raison en est qu'il ne peut y avoir de politique que là où il y a des frontières. Une « gouvernance mondiale » est une contradiction dans les termes. Les frontières, de surcroît, ne sont pas des barrages mais des écluses. A l'époque de la globalisation, leur rôle est de protéger les plus faibles et les plus menacés par les délocalisations, le chômage, les flux financiers de toutes sortes. Le drame est que l'immigration se développe aujourd'hui de plus en plus dans un contexte de crise économique et financière, ce qui explique la montée des partis populistes xénophobes. Vous dites que la situation paraît sans issue. Pour l'heure actuelle, c'est aussi mon sentiment.

7) Je n'ai pas de réponse définitive à cette question, mais je suis un peu réservé sur l'affirmation de Joseph Campbell. L'accélération de la vie sociale, qui a été remarquablement décrite par Hartmut Rosa, est un fait indéniable. Cependant, ce qui me paraît le plus incompatible avec la cristallisation des mythes est plutôt à rechercher dans l'exacerbation de la pulsion individualiste et dans le « présentisme » actuels. L'idéologie dominante a consacré la montée de l'individualisme narcissique, qui va de pair avec l'effacement des dimensions de passé et d'avenir, désormais totalement rabattues sur

l'instant présent. De nouveaux mythes ont évidemment du mal à apparaître s'ils ne peuvent ouvrir une perspective. Il faut aussi tenir compte du processus d'individualisation de la foi. Les gens se font aujourd'hui une religion « à la carte », ils veulent « croire sans appartenir » (*believing without belonging*, pour reprendre la formule anglo-saxonne). Dans de telles conditions, les mythes collectifs deviennent non pas inexistants, mais éphémères (dans le style de la « Jacksonmania »). D'un autre côté, si l'on admet que la tabou est la forme négative du sacré, force est de constater qu'il y a toujours des tabous. Mais ce ne sont pas les mêmes qu'autrefois. On peut se demander par exemple si l'idéologie des droits de l'homme n'est pas devenue une nouvelle forme de religion civile, dont on ne saurait remettre en cause les fondements sans apparaître comme un blasphémateur. Le blasphème, d'ailleurs, apparaît toujours insupportable à certaines catégories de croyants, ainsi que l'actualité nous le rappelle régulièrement. Le sociologue Michel Maffesoli s'affirme pour sa part convaincu qu'il est possible d'interpréter certaines tendances postmodernes comme relevant d'un « réenchantement » qui mettrait fin à l'*Entzauberung* dont parlait Max Weber. Ernst Jünger, lui, décrivait les temps à venir comme ceux de l'affrontement entre les Dieux et les Titans. Vous le voyez, le sujet est complexe. A mon avis, il serait en tout cas imprudent de dire que l'époque du sacré est définitivement révolue !